

Le président du «couac 40»

Par [Laurent Joffrin](#) — 23 juillet 2017 à 20:26



Emmanuel Macron, à Brest, le 4 juillet. Photo Laurent Troude pour Libération

Victime d'une forte baisse de popularité, Macron est maintenant pointé du doigt en raison de la diminution des aides au logement.

- Le président du «couac 40»

Édito

Et si le nouveau monde politique ressemblait furieusement à l'ancien ? Depuis leur élection, les

fantassins d'En marche promettent l'avènement d'une démocratie radicalement neuve. Entre-temps, cinq ministres ont démissionné pour cause d'affaires de financement plus ou moins louches ; les impôts promis à la diminution ont augmenté de nouveau dans un discours d'Edouard Philippe, puis rediminué dans une mise au point du Président ; le chef d'état-major des armées a protesté contre des coupes contraires aux promesses de campagne, avant d'être recadré par Emmanuel Macron et de démissionner, tandis que le budget en question était réévalué pour apaiser l'ire militaire. On accuse - sommairement - l'équipe Macron d'être un gouvernement du CAC 40. C'est plutôt celui du «couac 40».

L'annonce, par le gouvernement, d'une baisse de 5 euros par mois de l'aide personnalisée au logement (APL) ne mettra pas fin au trouble. La macronie incrimine l'ancien gouvernement en affirmant que la baisse était programmée avant l'élection. Mais Christian Eckert et Emmanuelle Cosse, figures de l'équipe précédente, protestent avec des accents de sincérité convaincants.

On décèle plutôt dans cette décision la main d'un technocrate zélé décidé à trouver des économies partout, même dans la poche des plus démunis. Lesquels perdent dans l'opération 60 euros par an, un effort marginal aux yeux de la France d'en haut, nettement plus douloureux pour celle d'en bas. C'est ici que la rhétorique du «en même temps», chère au nouveau président, trouve une acceptation gênante. La locution sert à compenser une proposition par une autre. Dans le cas de l'APL, on ponctionne 5 euros par mois aux plus pauvres et, «en même temps», on réduit de moitié l'impôt sur les fortunes. Cette fois, les deux mesures ne se compensent pas, mais se multiplient l'une l'autre dans la désapprobation populaire. On imagine ce qu'on aurait dit du couple Hollande-Ayrault, symboles supposés du vieux monde, après une telle succession de palinodies...

Jusqu'à présent, les boulettes gouvernementales tombaient dans les oubliettes de l'indifférence post-électorale. Les ennuis glissaient sur le Président comme des gouttes d'huile sur une poêle qui n'attache pas. Le coup de menton destiné au général de Villiers a mis fin à l'immunité. Emmanuel «Téflon» se change en «Manu Militari» : l'opinion n'apprécie pas. Dans le baromètre Ifop du *JDD*, le chef de l'Etat perd 10 points de popularité en un mois (54 %). Il faut remonter à 1995 pour trouver un président (Chirac) qui fasse pire. Ce n'est qu'un sondage isolé. Il faut attendre d'autres enquêtes pour mesurer ce début de disgrâce. Macron a démontré son aptitude à corriger ses bévues. Mais obtenir un score inférieur au bout de trois mois à ceux de Sarkozy et de Hollande au même stade, c'est inattendu pour le héraut d'une «ère politique nouvelle».

Il y a une explication à ce début de dévissage. Dans le «et de gauche et de droite» qui sert de mantra à En marche, on sent bien que les ingrédients de la potion ne sont pas à égalité. A bien analyser les annonces gouvernementales, on comprend que la recette finit par ressembler à celle du pâté d'alouette. Un cheval de droite, une alouette de gauche. Un exemple : le compte pénibilité créé sous Hollande, qui consiste à prendre en compte la dureté des tâches au fil d'une carrière pour fixer l'âge de départ à la retraite (sachant que l'espérance de vie change du tout au tout selon qu'on travaille dans de bonnes ou de mauvaises conditions) a été amputé de quatre critères essentiels, pour ressembler comme un frère au dispositif mis en place sous Sarkozy. Sur ce point, les macronistes sont En marche arrière, comme dans plusieurs dispositions de la future loi travail.

A ce rythme, il y a fort à parier que les anciens électeurs socialistes qui ont rejoint la majorité n'y retrouveront plus leurs petits. La distinction droite-gauche a certes perdu une bonne partie de sa virulence dans le chambardement idéologique qui a préparé la victoire de Macron. Mais à force de multiplier les mesures antisociales, elle pourrait vite reprendre tout son sens.